NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'ÉTINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 5 septembre 2022

CONTRE L'INFLATION : LA LUTTE À TOUT PRIX !

Le gouvernement et une certaine presse se félicitent de ce que les salaires auraient augmenté : + 3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5 % pour les fonctionnaires, + 4 % pour les pensions et prestations sociales. Sauf qu'avec une inflation qui atteint déjà 6,1 % sur un an, il s'agit plutôt d'une sacrée baisse !

Après l'électricité, le gaz, l'essence, puis l'alimentaire, la hausse des prix gagne maintenant tous les produits. Cet été, les tarifs des hôtels ont ainsi augmenté de 17 % et ceux des centres de vacances de 14 %. Avec la rentrée, c'est au tour du matériel scolaire, avec + 18 % sur les cahiers et + 20 % sur les feuilles.

Les prix augmentent, les dividendes aussi

Le gouvernement et les économistes en vue laissent entendre que les salaires seraient responsables de l'inflation. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, fait la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer : *« tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire »*. Mais les prix n'ont pas attendu les salaires pour décoller !

Avec ces hausses de prix, le patronat bat des records de profits. Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a ainsi réalisé 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2022, en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé du fait de la pénurie de composants électroniques. Chez Arkema, premier groupe chimique français, les bénéfices ont carrément bondi de 58 % au premier semestre 2022 ! Aux États-Unis, l'*Economic Policy Institute* estime que 54 % de la hausse des prix entre fin 2020 et fin 2021 est venue alimenter les profits. La *« fin de l'abondance et de l'insouciance »* dont Macron nous menace n'est pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires, en France et dans le monde.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Face à l'appauvrissement du monde du travail, le gouvernement se contente de mesurettes, dont il espère surtout qu'elles désamorceront les grèves, isolées mais nombreuses. Le gouvernement voudrait nous calmer avec un chèque énergie, un prétendu bouclier tarifaire sur le gaz et électricité, une subvention de 18 et désormais 30 centimes sur les carburants. Il ajoute un chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant pour les bénéficiaires de minima sociaux. Même pas de quoi remplir un caddie aux prix actuels ! Et ces mesures ne coûtent pas un centime à un patronat qui s'engraisse de façon indécente, au point que Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, annonce qu'il *« fera les comptes en fin d'année* [pour voir] *ce que les grandes entreprises* [auront] *mis sur la table pour protéger nos compatriotes contre l'inflation »*. Blabla, car il annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les entreprises : autant de ces milliards qui finissent en dividendes.

L'urgence est à la hausse des salaires

C'est la pénurie de conducteurs de bus, de personnel soignant, de profs et d'autres, qui s'explique par la faiblesse des salaires pour des conditions de travail insoutenables. Mais pour les patrons et l'État, tant que les profits rentrent, pourquoi embaucher ? Ils vont se réveiller quand notre colère et nos réactions collectives vont sonner la fin de ces paies minables et de ces charges de travail alourdies !

Il nous faut des hausses de salaire et une vie digne, et c'est à nous tous, le monde du travail, de les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers, éboueurs et d'autres). Et ces luttes continuent en ce mois de septembre.

En France, des directions syndicales appellent à la mobilisation dans la santé le 22 septembre et dans tous les secteurs le 29 septembre. Ce premier avertissement doit être massif, mais surtout, discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Le double discours

Chaque année, La Poste profite du travail des collègues apprentis sans presque rien débourser, mais trouve toutes les excuses pour ne pas leur proposer un CDI au bout. Il faudrait qu'ils aillent pointer en intérim… comme ça, La Poste continue de les maintenir au boulot, mais sur un siège éjectable.

Et la direction ose encore se plaindre qu'elle a du mal à embaucher ! Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas : c'est l'hypocrisie d'un système qui profite de la précarité et voudrait que les jeunes acceptent les pires conditions et un salaire invivable pour avoir un contrat fixe.

Tous ensemble, oui… mais pour nous défendre

Un nouveau directeur venu de Paris 12 est arrivé. Mis à part qu'il sera directeur d'au moins trois établissements (11, 12 et 20), il cherchera à appliquer les mesures que La Poste décide depuis des années sur le dos des postiers.

Par exemple, il est question que nos collègues préparateurs du 12e soient délocalisés ici à Pyrénées, mais les travailleurs d'aucun des différents sites n'ont pas été mis au courant…

Si nous nous retrouvons à nombreux entassés comme des sardines, le mieux est de saisir l'occasion de nous battre tous ensemble.

Exploitation continue

À Nantes, deux collègues employées par La Poste pendant plus de deux ans en intérim et licenciées après avoir demandé un CDI ont emmené leur direction au tribunal pour exiger réparation.

La Poste emploie de plus en plus d'intérimaires, ce qui lui permet de mettre la pression sur ces salariés. Avec les conditions de travail de plus en plus dégradées, elle compte sur la précarité de l'emploi pour faire accepter tous ses petits arrangements (qui n'arrangent qu'elle même). Et au moindres prétexte, c'est la porte.

Les deux collègues ont bien raison de ne pas se laisser faire, d'autant qu'elles ne sont pas les seules.

Du salaires, pas des aumônes

Pour ceux d'entre nous qui touchent la prime d'activité, faute d'un salaire qui tienne la route, nous allons avoir droit au chèque alimentaire de 100 euros, et 50 euros par enfant. Mais avant l'inflation galopante, il nous manquait déjà 400 euros tous les mois sur la fiche de paie pour boucler les fins de mois !

Grève royale !

La semaine dernière, 115 000 postiers britanniques de la Royal Mail et 40 000 salariés de British Telecom se sont mis en grève, à la suite des transports et des dockers. Ils rejettent une augmentation de salaire de 2 % proposée par la direction, auxquels s'ajouteraient 1,5 % à condition d'accepter sans broncher les réorganisations prévues et 2 % en « prime de productivité » (là aussi sous condition), alors même que l'inflation est attendue à 13 % dans le pays.

La grève fait tâche d'huile en Angleterre et les postiers ne vont pas en rester là. Vivement que la contagion traverse la Manche !

Rentrée scolaire : élèves et profs dans la même galère

Pour la rentrée, l'Éducation nationale recherche des professeurs. Avec cinq ans d'études supérieures pour un salaire de 1 451 euros par mois la première année, les candidats ne se bousculent pas. Le ministère va donc embaucher des milliers de contractuels. Déjà près de 10 % des profs de collège et lycée sont dans cette situation : sans garantie d'être réembauchés l'année suivante, ni même d'être payés pendant les vacances. Ils sont formés en quatre jours au mieux, sans savoir à l'avance à quelle classe ils vont enseigner.

Histoire d'enseigner dès le plus jeune âge à quoi ressemble la précarité ?

De l'électricité dans l'air

Les discours alarmistes du gouvernement et des médias sur le prix de l'énergie visent avant tout à nous faire comprendre qu'il faudra consommer moins, et payer plus cher !

Qu'il s'agisse du gaz ou de l'électricité, l'actuelle flambée des prix résulte de l'intense spéculation à laquelle se livrent les producteurs et sociétés de distribution, avec des cours qui fluctuent heure par heure, pour le plus grand profit des actionnaires. Ce n'est pas à la population de payer pour cette anarchie capitaliste.

Hôpitaux : une grève vitale pour notre santé !

Services bondés, lits, unités et urgences fermées, la situation est toujours plus catastrophique à l'hôpital. Le manque chronique de moyens, de personnel, les soignants à bout, surchargés de travail, sous-payés, c'est le quotidien partout.

Le gouvernement a ses fausses solutions : blâmer les patients, les trier à l'entrée de l'hôpital, aggraver l'exploitation des aides-soignantes, infirmières et externes, réquisitionner le personnel à bout. Ce qu'il faut, c'est du budget supplémentaire pour embaucher, augmenter les salaires et permettre un accueil convenable pour tous les patients.

Il va donc falloir se battre pour le faire comprendre et descendre dans la rue dès le 22 septembre pour commencer !

www.convergencesrevolutionnaires.org
@npaetincelle
@convergencesrevolutionnaires

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.